

ANNEXES

[1-Interview de Nicole Maestracci présidente de la Fnars](#)

[2- Interview de Philippe Guyot \(délégué national à l’exclusion\)](#)

[3- SDF: les hivers se suivent et se ressemblent](#)

1-Interview de Nicole Maestracci, présidente de la Fnars : **"Il faut arrêter de penser qu'il y a des bons et des mauvais pauvres"**

Propos recueillis par Emmanuelle Chevallereau

Paru dans le Monde dans l'édition du 30.11.07

http://www.lemonde.fr/web/imprimer_element/0,40-0@2-3224,50-983904,0.html

Définir une politique en direction des sans-abri, efficace et pérenne : c'est l'objectif ambitieux de la première "conférence de consensus" organisée en France sur ce thème, jeudi 29 et vendredi 30 novembre, à Paris, selon une méthode utilisée dans le milieu médical. Une quarantaine d'experts (travailleurs sociaux, représentants associatifs, sociologues, psychiatres, représentants de l'Etat, élus locaux, etc.) vont confronter les réponses possibles. Des recommandations seront remises au gouvernement.

Cet événement se tient sous la houlette de la Fédération nationale des associations de réinsertion sociale (Fnars). Il a été décidé à la suite du campement des Enfants de Don Quichotte. Quelque 220 000 personnes sont sans-abri, vivant à la rue ou dormant dans des abris de fortune (cabanes, tentes...). Selon l'Insee, cette population est plutôt masculine (64 % d'hommes) et jeune (50 % ont entre 18 et 34 ans) et près du tiers travaille.

Vous présidez le comité d'organisation de la conférence de consensus "Sortir de la rue". L'insertion est-il un objectif pertinent pour tous les sans-abri ?

Il l'est. Mais être inséré, ce n'est pas se conformer à une norme moyenne. En ce sens, chaque personne a une place au sein de la société. Par exemple, certaines vivront durablement en maison-relais avec un accompagnement social, car elles ne veulent ou ne peuvent avoir un logement autonome. D'autres, très éloignés de l'emploi, travailleront plusieurs années en atelier d'insertion.

Des jeunes sans abri disent : *"Votre vie, on n'en a pas envie."* Même s'il y a une part de posture dans ces mots, il faut aussi accepter que le modèle majoritaire ne soit pas adapté à tout le monde. Tout le monde n'a pas nécessairement envie de vivre la même vie mais ce qui est commun aux sans-abri, c'est la difficulté de se projeter dans l'avenir. L'insertion, c'est permettre à chaque personne de construire un projet compatible avec la société telle qu'elle est.

Dans le débat sur l'exclusion et la pauvreté, quels sont les points sur lesquels le consensus est difficile à obtenir ?

La question de l'espace public divise : jusqu'où faut-il l'adapter pour permettre aux sans-abri d'y vivre, ou pas ? Cela va des politiques implicites telles que l'installation de bancs sur lesquels il est impossible de s'allonger, la suppression des toilettes publiques, l'humidification permanente des pelouses l'été pour empêcher d'y dormir, jusqu'à la prise d'arrêtés anti-mendicité ou à l'utilisation de répulsifs comme on l'a vu à Argenteuil (Val-d'Oise).

Une controverse existe en outre sur l'accueil des étrangers sans papiers, même si un consensus sur l'accueil inconditionnel dans les centres d'hébergement a été récemment établi lors du débat sur le projet de loi sur l'immigration.

Annexes Riposte – Les centres d'hébergement d'urgence

Se pose, enfin, la question du pilotage des politiques de lutte contre les exclusions : il existe de nombreux décideurs (Etat, départements...) et l'on ne sait pas très bien qui est responsable d'une obligation de résultat. Sur la tranche d'âge des 18-25 ans, par exemple, il y a un vide. Si ces jeunes sont sans emploi et en rupture familiale, ils n'ont aucune ressource et plongent très vite dans l'exclusion, car ils ne peuvent accéder au RMI avant 25 ans.

Selon une étude de l'OCDE parue en 2006, 7 % des jeunes de moins de 25 ans ne sont ni en situation d'emploi ni en situation de formation dans notre pays. Parmi ceux qui basculent dans la précarité, les jeunes issus des cités ou des zones urbaines sensibles sont surreprésentés.

Le président de la République a coutume d'opposer la responsabilité individuelle à l'assistanat. Qu'en pensez-vous ?

Ce discours politique est le reflet d'un état d'esprit plus général. Il ne s'agit pas de nier la responsabilité individuelle, mais nous savons aussi que les causes socio-économiques jouent un rôle essentiel. La comparaison des performances scolaires et du taux de chômage entre les zones urbaines sensibles et les autres montrent la persistance d'écarts importants.

Cette survalorisation de la performance individuelle est dangereuse, car elle culpabilise les individus concernés, ce qui complique le travail d'insertion. Il faut arrêter de penser qu'il y a d'un côté des bons pauvres qui font tout pour s'insérer et de l'autre des mauvais pauvres à qui l'on a donné une chance qu'ils n'ont pas saisie. L'insertion est un long travail et il faut accepter qu'il y ait des rechutes.

Manque-t-on de moyens ?

L'Etat n'a cessé de dépenser plus d'argent, mais il y a toujours autant de personnes à la rue. Ce n'est donc pas seulement une question de moyens. Les pays du Nord de l'Europe sont plus pragmatiques que nous. Le consensus des pays scandinaves est basé sur une protection sociale large, assortie, en contrepartie, d'un contrôle social fort. L'Angleterre associe une approche qui dissuade de s'installer dans la rue à un travail d'accompagnement social très actif auprès des sans-abri. En France, nous avons une vision plus moralisante de l'action sociale. Il faut trouver une méthode qui s'adapte à la culture du pays mais qui soit comprise et acceptée par tous, y compris par l'opinion publique.

2- Interview de Philippe Guyot (délégué national à l'exclusion), hebdo des socialistes n°466

Propos recueillis par Bruno Tranchant

Avant l'hiver, et malgré les promesses faites par les gouvernements successifs depuis 2002, la question de l'hébergement des sans-abri n'est toujours pas réglée. Comment expliquer que cette situation perdure ?

Le souhait des Enfants de Don Quichotte de faire ouvrir les portes des centres d'hébergement d'urgence et des centres d'hébergement et de réinsertion sociale 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 n'a pas été pris en compte par les gouvernements successifs. De plus, Catherine Vautrin, ministre déléguée à la Cohésion sociale du gouvernement Villepin, et son ministre de tutelle, Jean-Louis Borloo, avaient annoncé la création de 27 400 places d'hébergement. Or, seules 14 000 places ont été créées à ce jour. Les engagements n'ont pas été tenus. Cela n'a pourtant pas empêché Nicolas Sarkozy de marteler dans son discours d'investiture que « plus personne ne couchera dehors en 2008 » !

Quelles mesures préconisez-vous ?

Annexes Riposte – Les centres d'hébergement d'urgence

La France dispose aujourd'hui de 60 000 places dans les centres, pour un total de 100 000 SDF. Il faut bâtir prioritairement des maisons d'accueil de jour et des centres à taille humaine, accessibles 24 heures sur 24. Il faut également renforcer les moyens affectés au 115, le numéro d'appel d'urgence pour les SDF, et cesser de « promener » les sans-abri d'un endroit à l'autre, ce qui ne fait que compliquer le suivi de leur réinsertion sociale. Au plan local, quelques municipalités ont bien compris ces aspects de la prise en charge des exclus.

Vous pensez à une ville en particulier ?

Oui, on peut citer par exemple la municipalité de Saint-Ouen, en Seine-Saint-Denis, gérée par la gauche, qui a fait construire un centre d'hébergement en centre-ville. La solidarité est un long et difficile combat à mener collectivement pour une société plus juste.

3- SDF: les hivers se suivent et se ressemblent

AFP Paru sur Libération.fr le 22.11.07

<http://www.liberation.fr/actualite/societe/293086.FR.php>

Un an après l'installation du camp de tentes au bord du canal Saint-Martin à Paris, 75% des Français estiment que la situation des SDF est inchangée ou s'est même aggravée, selon un sondage BVA (1) réalisé pour l'Association Emmaüs et rendu public aujourd'hui.

Parmi les SDF, 60% estiment que leur situation n'a pas changé ou s'est dégradée. 26% d'entre eux pensent au contraire que leur situation s'est améliorée. Ils évoquent en particulier l'extension des horaires d'ouverture des centres d'hébergement qui leur évite de se retrouver à la rue dès le matin.

Parmi les SDF interrogés, 42% disent avoir eu «au cours des derniers mois des difficultés pour trouver un hébergement pour une nuit». Ils se disent «bien accompagnés» pour se faire soigner (74%), pour effectuer des démarches administratives (59%), pour sortir de l'isolement (47%). Mais seulement 30% se disent bien accompagnés pour chercher une formation, 33% pour chercher un emploi, et 28% pour chercher un logement.

78% d'entre eux jugent les lieux d'hébergement «en bon état». Enfin, ils sont 38% à penser que dans un an ils vivront dans leur propre logement, contre 28% dans un centre d'hébergement, 8% dans un hôtel payant, 4% « principalement dans la rue ». Globalement, 90% ont envie de «se fixer définitivement quelque part».

A l'occasion de la parution du sondage, l'Association Emmaüs soumet aux pouvoirs publics et aux candidats aux élections municipales dix mesures «immédiates et concrètes», dont la mise en place dans chaque ville des maraudes pour combattre l'isolement des sans-abri ; l'obligation de créer un centre d'hébergement d'urgence de proximité dès que 20 personnes demandent à être hébergées; la fixation d'un objectif par département pour que dans le cadre de la loi sur le droit au logement opposable (Dalo) tous les demandeurs soient effectivement relogés; le respect de la loi imposant 20% de logements sociaux dans chaque municipalité ; l'application du droit de préemption et éventuellement de réquisition pour les bâtiments vides...

(1) Sondage réalisé par BVA et par téléphone auprès d'un échantillon de 1005 personnes âgées de 15 ans et plus, les 9 et 10 novembre 2007. Consultation des sans-abri réalisée à partir de l'exploitation de 419 questionnaires tirés au sort parmi les 731 remplis les 5 et 6 novembre par des SDF hébergés dans des centres hébergement d'urgence et des centres d'accueil de jour Emmaüs